

Une rencontre sans surprise

L'Union syndicale Solidaires a été reçue par le Premier Ministre, la Ministre du travail et la Ministre de la Santé vendredi soir dans le cadre des rencontres bilatérales sur l'assurance chômage, le rapport Lecocq, ainsi que sur les arrêts maladie.

Nous avons souligné que ces rencontres se déroulaient dans un contexte général social et économique où le gouvernement fait le choix de donner toujours plus aux capitalistes au détriment de la population et que ce cadre contraint ne permet aucune réelle négociation. Pour nous c'est par le rapport de force que nous pourrions modifier les choses. Cette rencontre a été l'occasion de rappeler l'opposition de Solidaires à la non revalorisation des pensions et des prestations sociales, au prélèvement à la source, à la fausse solution de supprimer des cotisations sociales sur les heures supplémentaires qui supprime de fait ce qui constitue du salaire différé pour les salarié-es. Par ailleurs, nous avons dénoncé la vague de répression que subissent les militant-es et les salarié-es qui sont en lutte ou ont lutté, particulièrement les cheminot-es suite au dernier conflit du rail.

Nous avons réaffirmé certaines de nos revendications sur les sujets à l'ordre du jour:

Pour l'assurance chômage :

- la nécessité de faire participer les associations de chômeur-euses aux futures « négociations » sur l'assurance chômage,
- la nécessité impérieuse de renforcer les effectifs de Pôle emploi, plutôt que de les ruiner (4000 suppressions de poste envisagées) si on veut vraiment accompagner les demandeur-euses d'emploi vers un retour à l'emploi.

Le gouvernement reprend la main sur ce sujet, en ramenant cette négociation à peau de chagrin pour les syndicats, en renforçant certaines sanctions (durée de radiation), en faisant peser sur un impôt injuste, la CSG (non proportionnelle) un tiers du financement de l'assurance chômage.

Pour Solidaires, ce n'est pas les chômeur-euses qui sont « coupables » de leur situation ! (seul 8 % selon Pôle Emploi recherchaient insuffisamment du travail), et ce n'est pas la suppression des cotisations sociales qui est la bonne voie !

Sur le rapport Lecocq:

- la nécessité de mettre fin à la suppression des CHSCT véritables instruments concrets de prévention pour les conditions de travail, que ce soit dans le privé ou dans le public tel que c'est envisagé

- si le rapport Lecocq pointe des sujets importants, il nous semble nécessaire d'intégrer à toute réflexion le rapport Frimat, étrangement disparu et le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les maladies professionnelles dans l'industrie.

- de mettre en œuvre enfin, un parcours de la reconnaissance des accidents et maladies professionnelles qui ne soit plus un parcours du combattant !

Solidaires a réaffirmé que la prévention ne peut, en matière de conditions de travail, aller sans la coercition. Seules les sanctions font avancer réellement et concrètement les dossiers et contraignent les patrons à prendre en compte les problématiques, comme par exemple sur l'amiante ou les pesticides.

Sur la hausse des arrêts maladies :

- la nécessité d'arrêter la culpabilisation des travailleurs-euses sur le déficit de la Sécu !

Là aussi, il est un peu facile de cibler cette hausse, alors que l'allongement de la durée de travail suite aux réformes de retraites a largement contribué à cette situation, alors que partout les conditions de travail se dégradent et dégradent la santé de tous et toutes !

Solidaires a rappelé que comme on fait un focus sur la fraude sociale, alors que la fraude fiscale coûte 80 milliards par an, faire un focus sur ces dépenses sociales, c'est faire oublier les choix budgétaires du gouvernement, qui va notamment transformer le CICE en suppression des cotisations sociales (20 milliards de moins!), qui supprime les cotisations sociales pour les heures supplémentaires, créant lui-même les difficultés de financement de ces dépenses !

Cette rencontre a été surtout l'occasion pour Solidaires de rappeler nos revendications. **Dans les semaines qui viennent c'est par les luttes que nous les porterons pour mettre fin à ces politiques néolibérales qui vont à l'encontre des intérêts des travailleur-euses, des chômeur-euses, des étudiant-es et de l'ensemble de la société.**

Paris, 3 septembre 2018